



HAL
open science

Printemps arabes

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Printemps arabes. Abécédaire de la ville au Maghreb et au Moyen-Orient, 2020.
halshs-03027605

HAL Id: halshs-03027605

<https://shs.hal.science/halshs-03027605>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Printemps arabes

Roman Stadnicki

En 2010-2011, des villes petites et moyennes du monde arabe – Sidi Bouzid (Tunisie), Deraa (Syrie) – aux grandes capitales de la région – Le Caire, Tripoli, Damas, Tunis, Manama, Sanaa –, les espaces urbains ont été à l'avant-poste de mobilisations politiques et sociales sans précédent, survenues dans le cadre des printemps arabes. Ces situations inédites invitent plus que jamais à considérer les processus de révolution et d'urbanisation dans une relation dialectique forte. Ni l'ampleur des destructions, ni le retour à l'ordre et à la sécurité, qui concernent la plupart de ces villes depuis lors, ne pourront annuler totalement les causes et les effets des épisodes révolutionnaires dont elles portent les stigmates.

D'ÉVIDENTES RACINES URBAINES

Les villes sont symptomatiques des régimes de prédation mis en place par les dictatures contestées lors des soulèvements de 2011 : confiscation du foncier urbain, déplacements forcés, absence de politiques de réhabilitation des quartiers non réglementaires, etc. Aussi, la cherté des logements, l'impossibilité d'accéder aux services urbains, le sentiment d'injustice spatiale ressenti par des habitants des marges urbaines et/ou des villes secondaires ont assez clairement constitué des motifs d'indignation. Au Caire, l'ampleur du soulèvement populaire du mois de janvier 2011 est, en outre, due à la participation des habitants du quartier de Boulaq aux manifestations, un quartier central à la fois emblématique de l'urbanisation non réglementaire en Égypte et faisant depuis longtemps l'objet de convoitises de la part de promoteurs immobiliers. Par ailleurs, un faisceau de mouvements de résistance est apparu dans ce pays avant l'épisode révolutionnaire, comme en attestent les mobilisations des habitants des quartiers populaires contre

les évictions forcées à la fin des années 2000, mais aussi celles des *zabbalîn* [ramasseurs/recycleurs] contre la privatisation de la collecte des déchets (Deboulet, Florin, 2014). Ces résistances peuvent être appréhendées *a posteriori* comme un signe annonciateur du soulèvement de 2011 (Bayat, 2013), en plus des mouvements d'opposition politique et syndicale ayant émergé simultanément, conférant ainsi à ce dernier une très forte dimension territoriale et urbaine.

PRATIQUES INÉDITES DES ESPACES PUBLICS

Les printemps arabes ont révélé la capacité des populations à (re)créer des espaces de contestation, y compris lorsque des pouvoirs publics autoritaires bloquèrent l'accès aux espaces publics (Sharp, Panetta, 2016). L'occupation de la place Tahrir à Sanaa (Yémen) par le régime dès les premières manifestations de rue en février 2011 et la destruction de la place de la Perle (Manama) ordonnée par le monarque de Bahreïn en mars de la même année, espérant, en vain, éviter la « contagion » égyptienne, obligèrent les manifestants à occuper d'autres lieux, plus périphériques, dans ces deux capitales arabes en proie à la contestation. Ainsi, à Sanaa, une nouvelle place est née sur un délaissé urbain à proximité de l'université, la place du Changement [*Al-Taghîr*], sous l'effet conjoint de la transgression politique et de la création artistique (photographie, poésie, musique, etc.), deux ingrédients forts du changement socio-spatial (Alviso-Marino, 2016). Au-delà de l'embrasement des places, de Sanaa à Tunis, qui furent, pour bon nombre de citoyens, les toutes premières expériences mobilisatrices, de nouvelles pratiques spatiales de résistance ordinaire sont apparues, telles que l'occupation des logements vacants, la réorganisation de certains quartiers

P

par des groupes d'individus fédérés en « comités révolutionnaires », l'usage de graffiti sur les murs des villes, etc.

Les mesures répressives adoptées par certains gouvernements à la suite des soulèvements populaires ont également eu de fortes répercussions spatiales. Les aménagements sécuritaires (murs, barbelés, présence militaire) se sont développés en même temps que les expulsions, au prétexte de la mise aux normes et de la sécurisation des espaces urbains, de certaines catégories d'usagers (vendeurs de rue, cafetiers, artistes, notamment) qui s'étaient spatialement redéployés après 2011. Ces événements rappellent que le contrôle de l'espace public demeure une priorité en cas de mouvement social de grande ampleur, autant pour les sociétés que pour les pouvoirs en place.

TRANSFORMATIONS EN PROFONDEUR DES SOCIÉTÉS URBAINES ?

Les nouvelles cultures urbaines et l'expression artistique comptent parmi ces transformations qui dépassent le rythme des soubresauts politiques que connaît aujourd'hui le monde arabe, comme le montre le dynamisme des scènes de la photographie, de l'art contemporain et de la littérature en Tunisie, en Égypte et au Yémen. De même, on voit émerger une nouvelle forme d'activisme qui

considère que la révolution doit aussi s'opérer ou se poursuivre à l'échelle de la ville et de son aménagement. Les associations et initiatives visant à favoriser l'accès aux ressources urbaines pour le plus grand nombre et la participation des habitants aux projets d'aménagement se sont multipliées depuis 2011, en Tunisie, en Égypte et à Bahreïn notamment. Cette reprise en main de la question urbaine par la société civile dessine les contours d'une nouvelle citoyenneté urbaine dans le monde arabe, laquelle se manifesterait même dans la Syrie en guerre où des civils gèrent entièrement certaines institutions locales.

À l'heure du retour à l'autoritarisme dans certains pays du Moyen-Orient, qui retarde l'avènement démocratique réclamé par les peuples en 2011, et de l'enlisement des conflits allant jusqu'à provoquer des « urbicides » comme à Alep, les pratiques citoyennes permettent malgré tout de considérer les révolutions de 2011 comme un processus ayant des effets à long terme sur les villes : elles en ont été à la fois le principal théâtre, l'un des motifs de mobilisation et un laboratoire de pratiques inédites. L'urbanité dans le monde arabe est donc désormais structurellement et intimement marquée par le processus révolutionnaire (Stadnicki, 2015). L'étape supplémentaire franchie dans l'appropriation des espaces publics par la jeunesse algéroise, beyrouthine et bagdadienne, lors de ce qui peut être considéré comme la deuxième vague des printemps arabes en 2019, en atteste largement.

